

Pardon, mais, Israël n'a aucun droit d'exister. (Al Akhbar)

4 août 2014



Sharmine NARWANI

L'expression « droit d'exister » est entrée dans ma conscience dans les années 1990, tout comme le concept d'une solution à deux Etats est entré dans notre vocabulaire collectif. Dans chaque débat à l'université, quand un sioniste était à bout d'arguments, ces trois mots magiques étaient invoqués pour interrompre la conversation avec un « êtes-vous en train de dire qu'Israël n'a pas le droit d'exister ? » indigné.

Bien sûr, vous ne pouviez pas contester le droit d'Israël à exister - c'était comme nier le droit fondamental des Juifs d'avoir... des droits, avec toute la culpabilité de l'Holocauste jetée à la figure pour faire bonne mesure.

Sauf bien-sûr que je n'y suis pour rien dans l'Holocauste – et les Palestiniens non plus. Le programme de nettoyage ethnique méthodique en Europe de sa population juive a été employée de façon tellement cynique et opportuniste pour justifier le nettoyage ethnique de la nation arabe palestinienne, qu'il me laisse totalement indifférente. Je me suis déjà surprise - oh, stupeur - en train de lever les yeux au ciel en entendant Holocauste et Israël dans la même phrase.

Ce qui me trouble dans cette ère post-"solution à deux Etats", est l'audace même de l'existence d'Israël.

Quelle idée fantastique, cette notion qu'un groupe d'étrangers d'un autre continent puisse s'approprier une nation existante et peuplée - et convaincre la « communauté internationale » que c'était la chose juste à faire. Un tel culot me ferait rire si ce n'était pas aussi grave.

Encore plus flagrant est le nettoyage ethnique de masse de la population palestinienne indigène par les juifs persécutés, à peine remis de leur propre expérience de nettoyage ethnique.

Mais ce qui est vraiment effrayant, c'est la manipulation psychologique des masses dans la croyance que les Palestiniens seraient en quelque sorte dangereux – des « terroristes » déterminés à « jeter les juifs à la mer ». Je gagne ma vie avec les mots et l'usage du langage dans la création de perceptions m'intrigue. Cette pratique - souvent appelée « diplomatie publique » - est devenue un outil indispensable dans le monde de la géopolitique. Les mots, après tout, sont les blocs de construction de notre psychologie.

Prenez par exemple la façon dont nous sommes arrivés à percevoir le « différend » israélo-palestinien et toute résolution de ce conflit qui perdure. Ici, je vais généreusement emprunter des passages d'un article précédent...

Les États-Unis et Israël ont déterminé le discours mondial sur cette question, en définissant des paramètres strictes qui limitent de plus en plus le contenu et l'orientation du débat. Toute discussion en dehors de ces paramètres, jusqu'à récemment, était largement considérée comme irréaliste, improductive et même subversive.

La participation au débat est réservée à ceux qui souscrivent à ses grands principes : l'acceptation d'Israël, son

hégémonie régionale et sa supériorité militaire ; l'acceptation de la logique douteuse sur laquelle est fondée la revendication de la Palestine par l'Etat juif ; et l'acceptation de quels sont les interlocuteurs, mouvements et gouvernements acceptables ou non dans toute solution au conflit.

Des mots comme colombe, faucon, militant, extrémiste, modéré, terroriste, islamo-fasciste, négationniste, menace existentielle, mollah fou déterminent la participation de certains à la solution - et sont capables d'en exclure d'autres instantanément.

Ensuite, il y a le langage qui préserve « le droit d'Israël à exister » sans poser de questions : tout ce qui invoque l'Holocauste, l'antisémitisme et les mythes sur les droits historiques des Juifs à la terre léguée par le Tout-Puissant - comme si Dieu était un agent immobilier. Ce langage ne vise pas seulement à empêcher toute contestation de la connexion juive à la Palestine, mais cherche surtout à punir et à marginaliser ceux qui s'attaquent à la légitimité de cette expérience coloniale moderne.

Mais cette pensée collective n'a abouti à rien. Elle n'a fait qu'occulter, distraire, dévier, esquiver, et diminuer, et nous ne sommes pas plus près d'une solution satisfaisante... parce que la prémisse est fausse.

Il n'y a pas de solution à ce problème. C'est le genre de crise où vous constatez votre échec, réalisez vos errements et rebroussez chemin. C'est Israël qui est le problème. C'est la dernière expérience coloniale des temps modernes, une expérience menée au moment même où de tels projets s'effondraient partout dans le monde.

Il n'y a pas de « conflit israélo-palestinien » - qui laisserait entendre une sorte d'égalité dans la puissance, la souffrance et les éléments concrets négociables. Mais il n'y a pas la moindre symétrie dans cette équation. Israël est l'occupant et l'opresseur. Les Palestiniens sont occupés et opprimés. Qu'y a-t-il à négocier ? Israël détient toutes les cartes. Ils peuvent rendre des terres, des biens, des droits, mais même cela est une absurdité – car qu'en est-il du reste ? Pourquoi ne pas rendre *toutes* les terres, *tous* les biens et *tous* les droits ? Pourquoi auraient-ils le droit de garder quoi que ce soit – en quoi l'appropriation des terres et des biens avant 1948 est-elle fondamentalement différente de l'appropriation des terres et des biens après cette date arbitraire de 1967 ?

En quoi les colonialistes d'avant 1948 sont-ils différents de ceux qui ont colonisé et se sont installés après 1967 ?

Permettez-moi de me corriger : les Palestiniens ont bien une carte en main qui fait saliver Israël – la grande revendication à la table de négociation qui semble contenir tout le reste. Israël aspire à la reconnaissance de son « droit d'exister ».

Mais Israël existe déjà, non ?

En fait, ce que Israël craint plus que tout c'est sa « *dé légitimation* ». Derrière le rideau de velours, voici un Etat construit sur des mythes et des récits, protégé uniquement par un géant militaire, des milliards de dollars d'aide des États-Unis et un seul veto au Conseil de sécurité de l'ONU. Rien d'autre ne se dresse entre cet Etat et son démantèlement. Sans ces trois choses, les Israéliens ne vivraient pas dans une entité qui est devenue « le lieu le plus dangereux au monde pour les Juifs. »

Retirez tout le discours et tout le vernis de la propagande, et vous réalisez rapidement qu'Israël n'a même pas les bases d'un Etat normal. Après 64 ans, il n'a pas de frontières. Après six décennies, il n'a jamais été plus isolé. Plus d'un demi-siècle plus tard, et il a besoin d'une armée gigantesque simplement pour empêcher les Palestiniens de rentrer chez eux à pied.

Israël est une expérience ratée. Il est sous assistance respiratoire – débranchez ces trois tubes et il est mort, ne survivant que dans l'esprit de quelques étrangers qui se sont gravement fourvoyés en pensant qu'ils pouvaient réussir le casse du siècle.

La chose la plus importante que nous pouvons faire dans l'optique d'un seul État est de nous débarrasser rapidement du vieux langage. Rien n'était vrai de toute façon - ce n'était que le langage employé dans un « jeu » particulier. Développons un nouveau vocabulaire de possibilités - le nouvel Etat sera la naissance de la grande réconciliation de l'humanité. Musulmans, chrétiens et juifs vivront ensemble en Palestine comme ils le faisaient

auparavant.

Les détracteurs peuvent aller se faire voir ailleurs. Notre patience s'amenuise comme la toile des tentes dans les camps de purgatoire où vivent les Palestiniens depuis trois générations.

Ces réfugiés exploités de tous parts ont droit à ces beaux appartements - ceux qui ont des piscines au rez-de-chaussée et un bosquet de palmiers à l'extérieur du hall d'entrée. Parce que l'indemnité qui leur est due pour cette expérience occidentale ratée sera toujours insuffisante.

Et non, personne ne hait les Juifs. C'est l'argument de dernier recours qu'on nous hurle aux oreilles – le dernier « pare-feu » pour protéger ce Frankenstein israélien. Ca ne m'intéresse même plus d'insérer les mises en garde habituelles censées prouver que je ne hais pas les Juifs. C'est impossible à prouver et franchement, l'argument n'est qu'un alibi. Si les Juifs qui n'ont pas vécu l'Holocauste en ressentent encore la douleur, qu'ils s'arrangent avec les Allemands. Qu'ils exigent une portion importante de terres en Allemagne - et bonne chance à eux.

Quant aux antisémites qui salivent sur un article qui s'en prend à Israël, allez faire un tour ailleurs - vous faites partie de la cause qui a provoqué ce problème.

Les Israéliens qui ne voudront pas partager la Palestine comme des citoyens égaux avec la population palestinienne indigène - ceux qui ne voudront pas renoncer à ce qu'ils ont demandé aux Palestiniens de renoncer il y a 64 ans - pourront prendre leur deuxième passeport et rentrer chez eux. Ceux qui resteront feront mieux d'adopter une attitude positive - les Palestiniens ont montré leur capacité à pardonner. Le niveau du carnage qu'ils ont subi de la part de leurs oppresseurs - sans riposte comparable - démontre une retenue et une foi remarquables.

Ce sera moins la mort d'un Etat juif que la disparition des derniers vestiges du colonialisme moderne. Ce ne sera qu'un rite de passage – tout se passera très bien. A ce stade particulier du 21e siècle, nous sommes tous, universellement, des Palestiniens – et corriger cette injustice constituera un test de notre humanité collective, et personne n'a le droit de rester les bras croisés.

Israël n'a pas le droit d'exister. Brisez cette barrière mentale et dites-le : « *Israël n'a pas le droit d'exister* ». Savourez-le, tweetez-le, postez-le sur Facebook – et faites-le sans y réfléchir à deux fois. La délégitimation est là – n'ayez pas peur.

La Palestine sera moins douloureuse qu'Israël ne l'a jamais été.

Sharmine Narwani

retrouvez l'auteure sur Twitter : @snarwani

Traduction "et hop, un tabou de moins" par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.



»» <http://english.al-akhbar.com/blogs/sandbox/excuse-me-israel-has-no-right-exist>